



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Le 05/03/2024

RAPPORT DE VISITE PÉRIODIQUE

20 février 2024

EPMS PAUL CEZANNE

Affaire suivie par le Lieutenant Jean-Luc VIDAL

Références Prévarisc

Identifiant unique de l'établissement : E54300070000

Identifiant unique du dossier : 57181

Directeur unique de sécurité

Mme Corinne Marfil

Exploitant

Mme Corinne Marfil

Mail : directiongenerale@espace71.fr

Numéro de téléphone portable : 06 17 27 08 90

Coordonnées de l'établissement

Libellé : 8 AV PASTEUR 71700 TOURNUS

Tél. : 03 85 32 28 50

Dernière visite périodique

Date : 23 février 2021 Avis : Favorable

Classement

Activité principale :	Établissements d'enseignement avec internat pour jeunes handicapés ou inadaptés
Activité secondaire(s) :	Établissements d'enseignement
Type principal :	J
Type(s) secondaire(s) :	R
Catégorie :	4ème
Effectif public :	75
Effectif personnel :	60
Effectif total :	135

Textes de référence

- Code de la construction et de l'habitation (C.C.H.) : Livre 1er / Titre II / Chapitre III
- Arrêté du 25 juin 1980, modifié, portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (E.R.P.)
- Arrêté du 19 novembre 2001 (JO du 6 février 2002) modifié, portant approbation de dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie

- et de panique dans les structures d'accueil pour personnes âgées et personnes handicapées (Type J)
- Arrêté du 4 juin 1982 (JO du 7 juillet 1982, rectifié le 10 septembre 1982) modifié, portant approbation de dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements d'éveil, d'enseignement, de formation, centres de vacances et centres de loisirs sans hébergement (Type R)
 - Arrêté préfectoral du 01 mars 2017 portant règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie (RDDECI) pour le département de Saône-et-Loire

Descriptif de l'établissement

Le site comporte plusieurs bâtiments (Loge, administration générale, et bâtiment principal). L'établissement principal est composé de plusieurs bâtiments de générations différentes, reliés entre eux.

Conception de l'établissement	
Desserte : Voie échelle Nombre de façade(s) accessible(s) : 2 La structure du bâtiment est : Traditionnelle Stabilité au feu : Inconnue Nombre de niveaux : 3 Hauteur du plancher bas le plus Haut : < 8m	L'isolement des tiers - en vis à vis : > 8m - mitoyen : non concerné
Équipements techniques	
Électricité Source centralisée : Non concerné GE : Oui	Éclairage Ambiance: Oui Évacuation: BAES / BAEH
SSI catégorie : A Alarme type : 1 Détection: Généralisée Temporisation: 0 min TRE : Non	Nombre de ZC: 4 bâtiments récents 6 bâtiments anciens Nombre de ZF: inconnue
Système de chauffage: Fioul Puissance: 750kW Alimentation: citerne Implantation: local chaufferie Remarques : 2 ^e chaufferie gaz 350 kW	Moyens d'extinction - extincteurs 1/200m ² : Oui - extincteur risques part. : Oui
	DAE: Oui (infirmierie)

BÂTIMENT A - Bâtiment ancien OUEST - détail par niveaux		
Niveaux	Locaux	Informations
R+2	3 chambres 1 salle commune 1 bagagerie (accès comble) 1 bloc sanitaires	Les chambres peuvent recevoir de 3 à 4 lits LRM
R+1	3 chambres (nord) 1 salle commune 1 bagagerie / mezzanine (chapelle) 1 bloc sanitaires 7 chambres (sud) 1 buanderie 1 bureau 2 Salles communes 1 bloc sanitaires	Les chambres peuvent recevoir de 3 à 4 lits LRM LRM
RDC	Administration Accueil 1 circulation principale (SSI) 1 salle d'activité CME 1 chapelle 1 bloc sanitaire 1 foyer salle repas Laverie 1 chaufferie fioul 1 chaufferie gaz 1 magasin Cuisines isolée 1 laverie 1 extension lingerie 1 local poubelle ext	 LRM LRI 750 kW LRI 300 kW LRM > 20 kW LRM LRM LRM LRM
Renseignements complémentaires : - absence de désenfumage des circulations - circulation en cul de sac env 20 m au R+1		

BÂTIMENT A - Bâtiment ancien OUEST - Calcul d'effectif							
Niveau	Exploitation Zone ou local considéré	Surface	Type d'activité	Base de calcul de l'effectif du public	Effectifs		
					PU.	PERS.	TOT.
R+2	chambres	3	J	Déclaratif + 1 pers/3 résidents	10+3	1	14
R+1	chambres	10	J	Déclaratif + 1 pers/3 résidents	17+6	?	23
RDC	Administration		ERT	Déclaratif	0	10	10
TOTAL					36	11	47

*effectif non cumulable

**effectif limité au regard du nombre d'issues de secours

BÂTIMENT A Bâtiment ancien OUEST		Calcul des dégagements					
		Effectif		RÉGLEMENTAIRES		EXISTANTS	
Niveau	Zone	Niveau	Cumulé	Nombre de sorties	Nombre d'unités de passage	Nombre de sorties	Nombre d'unités de passage
R+2	Chambres		14	1	1	2	3
R+1	Chambres	23	37	2	2	2	3
RDC	Adm	10	47	2	2	4	9

BÂTIMENT B - Bâtiment ancien NORD/EST - détail par niveaux		
Niveaux	Locaux	Informations
R+1	2 chambres 1 salle de vie 1 cuisine 1 bureau 1 salle de bain 1 bloc sanitaire	Soit 8 lits au total
RDC	2 chambres 1 local rangement 1 salle de vie 1 cuisine 1 bureau 1 salle de bain 1 bloc sanitaire 2 salles de classe 3 ateliers techniques 1 salle de réunion 1 local vélo 1 garage + services techniques généraux	Soit 8 lits au total LRM LRM accessible depuis l'extérieur non accessible au public non accessible au public
Renseignements complémentaires : - absence de désenfumage des circulations - circulation en cul-de-sac env 20 m au RDC		

BÂTIMENT B - Bâtiment ancien NORD/EST - Calcul d'effectif							
Niveau	Exploitation Zone ou local considéré	Surface	Type d'activité	Base de calcul de l'effectif du public	Effectifs		
					PU.	PERS.	TOT.
R+1	Chambres		J	Déclaratif + 1 pers/3 résidents	8+2	1	11
RDC	Chambre + salle de classes		J / R	Déclaratif + 1 pers/3 résidents	8+2	1	11
TOTAL					20	2	22

*effectif non cumulable

**effectif limité au regard du nombre d'issues de secours

BÂTIMENT B Bâtiment ancien NORD/EST		Calcul des dégagements					
		Effectif		RÉGLEMENTAIRES		EXISTANTS	
Niveau	Zone	Niveau	Cumulé	Nombre de sorties	Nombre d'unités de passage	Nombre de sorties	Nombre d'unités de passage
R+1	chambres		11	1	1	2	4
RDC	Chambre / salles de classe	11	22	12	2	2	5

BÂTIMENT C - Polyhandicap - rééducation - détail par niveaux		
Niveaux	Locaux	Informations
RDC	Hébergement 2 zones J10 10 chambres 20 lits 1 salle commune repas 1 local de stockage 1 bureau éducateur 2 wc enfant 2 local linge 2 locaux ménage 2 wc personnel 2 salle de bain Zone activité 6 salles d'activité 1 bloc sanitaire Zone rééducation 1 Salle psychomoteur 1 Salle orthopédie 1 Salle kiné 1 Local ménage 1 Local poubelle 5 bureaux 1 sous station 1 bloc sanitaire 1 local de stockage appareils locomoteur	LRM 40 m ² en moyenne 108 m ² 30 m ² 50 m ² LRM LRM LRM LRM
Renseignements complémentaires		
- désenfumage naturel des circulations asservi au SSI		

BÂTIMENT C - Polyhandicap – rééducation- Calcul d'effectif							
Niveau	Exploitation Zone ou local considéré	Surface	Type d'activité	Base de calcul de l'effectif du public	Effectifs		
					PU.	PERS.	TOT.
RDC	Hébergement rééducation		J	Déclaratif + 1 pers/3 résidents	20+6	20	46
TOTAL					26	20	46

*effectif non cumulable

BÂTIMENT C Polyhandicap – rééducation-		Calcul des dégagements					
		Effectif		RÉGLEMENTAIRES		EXISTANTS	
Niveau	Zone	Niveau	Cumulé	Nombre de sorties	Nombre d'unités de passage	Nombre de sorties	Nombre d'unités de passage
RDC	hébergement rééducation		46	2	2	7	14

BÂTIMENT D - Annexe 1 loge - détail par niveaux		
Niveaux	Locaux	Informations
R+1	3 salles de cours	
RDC	2 salles d'activité	
Renseignements complémentaires - absence d'alarme		

BÂTIMENT D - Annexe 1 Loge - Calcul d'effectif							
Niveau	Exploitation Zone ou local considéré	Surface	Type d'activité	Base de calcul de l'effectif du public	Effectifs		
					PU.	PERS.	TOT.
R+1	Salles de cours	20 m ² x 3	R	déclaratif	10	1	11
RDC	Salles d'activité	30 m ² x 2	R	déclaratif	10*	1*	11*
TOTAL					10	1	11

*effectif non cumulable

BATIMENT D - Annexe 1 centrale -		Calcul des dégagements					
		Effectif		RÉGLEMENTAIRES		EXISTANTS	
Niveau	Zone	Niveau	Cumulé	Nombre de sorties	Nombre d'unités de passage	Nombre de sorties	Nombre d'unités de passage
R+1	Salles de cours		11	1	1	1	1
RDC	Salles d'activité		11*	1	1	1	1

*effectif non cumulable

BÂTIMENT E - Annexe 2 direction générale - détail par niveaux		
Niveaux	Locaux	Informations
R+1	4 bureaux	Non accessible au public
RDC	1 salle de réunion 1 cuisine 2 bureaux	< 19 personnes
Renseignements complémentaires - absence d'alarme		

BÂTIMENT E - Annexe 2 nord - Calcul d'effectif							
Niveau	Exploitation Zone ou local considéré	Surface	Type d'activité	Base de calcul de l'effectif du public	Effectifs		
					PU.	PERS.	TOT.
RDC	Salle de réunion		R	Déclaratif	19		19
TOTAL					19		19

*effectif non cumulable

**effectif limité au regard du nombre d'issues de secours

BÂTIMENT E - Annexe 2 nord -		Calcul des dégagements					
		Effectif		RÉGLEMENTAIRES		EXISTANTS	
Niveau	Zone	Niveau	Cumulé	Nombre de sorties	Nombre d'unités de passage	Nombre de sorties	Nombre d'unités de passage
RDC	Salle de réunion		19	1	1	1	1

En application de l'article GN 8 de l'arrêté du 24 septembre 2009 prenant en compte les principes fondamentaux de conception et l'exploitation d'un établissement recevant du public, ces bâtiments se doivent d'intégrer les difficultés rencontrées lors de l'évacuation des personnes présentant un handicap.

	Prévu	Non Prévu	Sans objet	Mesures prévues
Espace d'attente Sécurisé		X		RDC de plain-pied - évacuation directe sur l'extérieur sauf bâtiment A et B
Cheminement praticable		X		
Alarme perceptible aux différents handicaps		X		Sanitaires PMR
Procédures et consignes		X		

Dérogations accordées

Néant

Liste des documents étudiés

- Registre de sécurité Exploitant du 20/02/2024
- Électricité : VT (relevé) annuel des installations électriques (EL19) APAVE du 07/12/2023
- Groupe électrogène : contrat d'entretien TC/15j - 1/mois (EL18) Suivi non formalisé du
- Éclairage de sécurité : VT (relevé) annuel par un technicien compétent (EC15) APAVE du 07/12/2023
- Désenfumage naturel : VT (relevé) annuel par un technicien compétent (DF10) Fumentic du 02/06/2023
- Désenfumage mécanique : VT (relevé) annuel par un technicien compétent (DF10) Chubb du 17/11/2023
- Désenfumage mécanique : RVRE triennal du désenfumage mécanique associé à un SSI A ou B (DF10) APAVE du 15/12/2023
- Chauffage : VT (relevé) annuel par un technicien compétent (CH58) Allioantherm du 12/12/2023

- Ramonage : Attestation de ramonage ou visite des conduits (CH57) A communiquer du
- Gaz : VT (relevé) annuel par un technicien compétent (GZ30) APAVE du 07/12/2023
- Appareils de cuisson : RVRE annuel par un technicien compétent (GC22) CPC Froid du 04/04/2023
- Nettoyage circuit d'extraction et filtres (GC21) Dombes hottes nettoyage du 03/09/2023
- Portes automatiques : VT (relevé) des portes automatiques en façade et contrat d'entretien(CO 48) Record du 17/11/202
- Ascenseurs / Monte-charges : Contrat d'entretien et VT (relevé) annuel par un technicien compétent (AS8-9) Schindler du 18/01/2024
- Ascenseurs / Monte-charges : RVRE quinquennal OA (AS9) APAVE du 05/12/2023
- Extincteurs : VT (relevé) annuel (MS 73) Chubb du 23/01/2023
- SSI A ou B : Contrat d'entretien (MS58) Chubb du 03/05/2023
- SSI A ou B : VT (relevé) annuel par un technicien compétent (MS73) Chubb du 03/05/2023
- SSI A ou B : RVRE triennal OA (MS73) APAVE du 27/12/2023
- Paratonnerre / foudre BCM en date du 29/11/2023

Descriptif de la visite

La visite a pour objet le contrôle de l'établissement tel que prévu par l'article R 143-41 du CCH.
Au cours de la visite, le groupe de visite a abordé les points suivants :

Historique

Visite de contrôle périodique : avis Favorable de la commission de sécurité en date du 23 février 2021.

Prescriptions antérieures – Visite périodiques du 23 février 2021

Rappels réglementaires :

- 1• Mettre en place une formation pour que le personnel puisse être informé des consignes très précises en vue de limiter l'action du feu et d'assurer l'évacuation du public.
Des exercices pratiques, ayant pour objet d'instruire le personnel sur la conduite à tenir en présence d'un incendie, doivent avoir lieu au moins une fois par semestre.
- Type J : arrêté du 19 novembre 2001 - J 39
=> prescription maintenue

Prescriptions liées à l'exploitation :

- 1• §1 - S'assurer que les éléments de décoration ou d'habillage flottants (panneaux publicitaires flottants de plus 0.5 m2, guirlandes,...) situés dans les dégagements et les locaux de plus de 50 m2, correspondent à des matériaux M1 (les fleurs et plantes artificielles ne répondent pas de cet article).
- Règlement de sécurité: arrêté du 25 Juin 1980 - AM 10
=> **prescription maintenue**
- 2• Retirer le matériel stocké dans le volume de l'escalier. - Règlement de sécurité: arrêté du 25 Juin 1980 - CO 53
=> **prescription maintenue**
- ~~3• Faire procéder au contrôle des colonnes sèches du bâtiment ancien. - Règlement de sécurité: arrêté du 25 Juin 1980 - NF S61-759~~
=> **prescription levée (démontage de la colonne sèche sans avis de la CS)**
- 4• Évacuer tout dépôt et stockages positionnés dans les circulations. - Règlement de sécurité: arrêté du 25 Juin 1980 - CO 37

=> prescription maintenue pour l'ancien bâtiment

Recommandations liées à l'amélioration du niveau de sécurité :

5• Engager une réflexion dans la prévision des travaux afin de supprimer le cul-de-sac existant au 1er étage du bâtiment ancien. - Code de la construction et de l'habitation (C.C.H.) : Livre 1er / Titre II / Chapitre III - R 123 13

=> prescription maintenue

Travaux envisagés :

Néant

Le groupe de visite s'est attaché à contrôler le registre de sécurité, à procéder aux essais des installations suivantes :

Essais et contrôles réalisés	
<u>DECI</u> : 20m	<u>Accessibilité</u> : RAS
<u>Électricité</u> - coupure électrique: Sélective - source de remplacement: Non - reprise GE: Oui - maintien température GE: Oui - remarques: Coupure électrique du SSI Pas d'essai du GE en charge	<u>Éclairage de sécurité</u> - blocs d'ambiance: Oui - BAES: Oui - BAEH: Oui - source centrale de sécurité: Non - conformité de l'installation: - remarques: Installation à compléter dans le bâtiment abritant les salles de classes
<u>SSI / Alarme</u> - catégorie : A - type: 1 - déclenchement: DAI - temporisation: non - diffusion: générale - audible durant 5 min: Oui - concordance SSI / TRE: Non - veille humaine du SSI: Oui - flash lumineux PMR: Non - remarques: DAI circulation Pôle soin rééducation Réactivité des personnels insuffisante	<u>Asservissements</u> - déverrouillage des IS: Oui - éclairage de sécurité: Oui - portes de recoupement: Oui - fermeture clapet CF: Non contrôlé - désenfumage: Oui - non-stop ascenseur: Non contrôlé - remarques :
<u>Désenfumage</u> - circulation verticale : Absent - circulation horizontale: Naturel - essai: Fonctionnel - interverrouillage: Non	- local: Non concerné - remarques désenfumage : déclenchement du désenfumage suite à DAI dans circulation, suivi du déclenchement manuel au SSI d'une 2 ^e ZF
<u>Isolement des locaux à risques</u> - LRM / LRP: Défaut d'isolement - LRI: - remarques: Chapelle, local électrique	<u>Grande cuisine</u> - conditions d'isolement: défaut d'isolement - arrêt d'urgence gaz: présent - arrêt d'urgence électrique: présent - extraction des fumées : conforme - remarques : présence de cales de porte Arrêts d'urgence non renseignés
<u>Issue de secours</u> - nombre suffisant : oui - vacuité : oui - remarques : cul de sac	<u>Alerte</u> - moyen : téléphone fixe urbain (MC) - ligne secourue : - identification/localisation : Oui
<u>Moyens d'extinctions</u> - extincteurs 1/200m ² : oui - extincteur risques part. : oui - RIA : Non concerné	

Les principaux manquements aux règles de sécurité relevés lors de la visite sont les suivants :

Ancien bâtiment :

- zone J10 non conforme au R+2 du bâtiment ancien (1 unique zone)
- circulation en cul-de-sac de grande longueur au R+1 du bâtiment ancien OUEST et au RDC du bâtiment ancien NORD/EST
- défaut d'isolement des locaux à risques
- absence de désenfumage dans les circulations du bâtiment ancien OUEST et NORD/EST

Établissement dans son ensemble :

- principes de sécurité liés aux caractéristiques de l'activité non conformes (transfert latéral / évacuation générale, différences entre AGS et AG, cloisonnement, recoupement...)
- SSI difficilement exploitable en l'absence de plan de zonage et de mise à jour du cahier des charges fonctionnelles du SSI.

Prescriptions et recommandations :

Rappels réglementaires :

1. Isoler les locaux de stockage, bagagerie, situés dans l'ancien bâtiment dans les conditions des locaux à risques moyens avec des parois et planchers coupe feu de degré 1 heure et bloc porte coupe feu ½ heure avec ferme porte.
- Type J : arrêté du 19 novembre 2001 - J 16, Règlement de sécurité: arrêté du 25 Juin 1980 - CO 27
2. §3 - Isoler le local de service électrique par des parois verticales et plancher coupe-feu de degré 1h et portes coupe-feu de degré 1/2 h
- Règlement de sécurité: arrêté du 25 Juin 1980 - EL 05
3. §2 - Assurer le désenfumage des circulations horizontales de l'ancien bâtiment dans les conditions prévues à l'article cité en référence et selon les dispositions de l'Instruction Technique n°246.
- Type J : arrêté du 19 novembre 2001 - J 25
4. Disposer de dégagements judicieusement répartis pour éviter les culs-de-sac:
- R+1 du bâtiment ancien OUEST
- RDC du bâtiment ancien NORD/EST
- Règlement de sécurité: arrêté du 25 Juin 1980 - CO 49, Règlement de sécurité: arrêté du 25 Juin 1980 - J 18
5. §1 - Doter les escaliers encloisonnés (escalier central et escalier secondaire, présence de DAI...) d'un dispositif de désenfumage conforme à l'IT 246.
- Règlement de sécurité: arrêté du 25 Juin 1980 - CO 53
6. §4 - Installer à chaque niveau un tableau répéteur d'alarme sur lequel seront reportées synthétiquement les informations d'alarme feu provenant du système de détection incendie, de manière que le personnel affecté à la surveillance soit informé de la zone de détection concernée par l'incendie.
- Type J : arrêté du 19 novembre 2001 - J 37
7. §2 - Doter le bâtiment abritant les salles de cours d'un éclairage de sécurité
- Règlement de sécurité: arrêté du 25 Juin 1980 - EC 08
8. Recouper le R+3 au moins une fois afin de garantir le transfert horizontal
- Règlement de sécurité: arrêté du 25 Juin 1980 - J 10
9. Doter les 2 bâtiments annexes : Loge et administration générale, d'un équipement d'alarme de type 4 audible de l'ensemble des locaux.
- Règlement de sécurité: arrêté du 25 Juin 1980 - MS 62

Prescriptions liées à l'exploitation :

1. Retirer le matériel stocké dans le volume de l'escalier.
- Règlement de sécurité: arrêté du 25 Juin 1980 - CO 53
2. Évacuer tout dépôt et stockages positionnés dans les circulations.

- *Règlement de sécurité: arrêté du 25 Juin 1980 - CO 37*

3• Débarrasser la chapelle de tout encombrant

- *Code de la construction et de l'habitation (C.C.H.) : Livre 1er / Titre II / Chapitre III - R 143 13*

4• Garantir le bon fonctionnement des portes de recouplement:

- ferme-porte fonctionnel

- absence d'obstacle à la fermeture

- qualité des joints d'étanchéité

Interdire les cales de portes et dispositifs de verrouillage

- *Type J : arrêté du 19 novembre 2001 - J 19*

5• *Supprimer les impostes vitrées ne répondant pas aux critères d'isolement des portes des différents locaux et circulations.*

- *Code de la construction et de l'habitation (C.C.H.) : Livre 1er / Titre II / Chapitre III - R 143 13*

6• §2 - Mettre à jour et transmettre à la commission de sécurité le cahier des charges fonctionnel du SSI (statuer sur le type d'alarme retenu)

- *Règlement de sécurité: arrêté du 25 Juin 1980 - MS 55*

7• §3 - Mettre à jour les plans de zonage vers le CMSI (zones de détection incendie,...). Chaque zone doit pouvoir être rapidement inspectée par la personne concernée.

- *Règlement de sécurité: arrêté du 25 Juin 1980 - MS 55*

8• §1 - Installer un éclairage de sécurité auprès du tableau du SSI permettant son utilisation en toute circonstance.

- *Règlement de sécurité: arrêté du 25 Juin 1980 - MS 66*

9• Définir le système d'alarme approprié et les mesures d'évacuation (générale ou transfert horizontal). Rédiger les consignes adaptées et former les personnels

- *Règlement de sécurité: arrêté du 25 Juin 1980 - J 36, Règlement de sécurité: arrêté du 25 Juin 1980 - J 40*

10• Mettre en place une formation pour que le personnel puisse être informé des consignes très précises en vue de limiter l'action du feu et d'assurer l'évacuation du public.

Des exercices pratiques, ayant pour objet d'instruire le personnel sur la conduite à tenir en présence d'un incendie, doivent avoir lieu au moins une fois par semestre.

- *Type J : arrêté du 19 novembre 2001 - J 39*

11• §4 - Assurer la maintenance et les vérifications du groupe électrogène et communiquer le registre d'entretien justifiant des essais définis à l'article en référence.

- *Règlement de sécurité: arrêté du 25 Juin 1980 - EL 18*

12• §2 §3 - Identifier et faciliter l'accès à la vanne d'arrêt d'urgence de l'alimentation gaz des appareils de cuisson et des arrêts d'urgence électrique. Des consignes précisant les modalités d'action en cas d'incident et de réutilisation après coupure doivent être affichées. - *Règlement de sécurité: arrêté du 25 Juin 1980 - GC 04*

13• Réparer la vitre cassée dans la salle d'activité

- *Code de la construction et de l'habitation (C.C.H.) : Livre 1er / Titre II / Chapitre III - R 143 41*

14• §1 - Lever les observations émises dans les rapports de vérifications techniques:

- électriques

- gaz

- SSI / désenfumage

Transmettre à la commission de sécurité les justificatifs

- *Règlement de sécurité: arrêté du 25 Juin 1980 - GE 06*

15• Apposer un plan schématique, sous forme de pancarte inaltérable, à l'entrée de l'établissement pour faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers. Il représentera au minimum le sous-sol, le rez-de-chaussée, chaque étage ou l'étage courant de l'établissement. Doivent y figurer, suivant la norme NFX 08-070, outre les dégagements et les cloisonnements principaux, l'emplacement :

- des divers locaux techniques et autres locaux à risques particuliers
- des dispositifs et commandes de sécurité
- des organes de coupure fluides
- des organes de coupure des sources d'énergie
- des moyens d'extinction fixes et d'alarme

- Règlement de sécurité: arrêté du 25 Juin 1980 - MS 41

16• §1 - S'assurer que les éléments de décoration ou d'habillage flottants (panneaux publicitaires flottants de plus 0.5 m2, guirlandes,...) situés dans les dégagements et les locaux de plus de 50 m2, correspondent à des matériaux M1 (les fleurs et plantes artificielles ne répondent pas de cet article).

- Règlement de sécurité: arrêté du 25 Juin 1980 - AM 10

17• Interdire dans les locaux tout dispositif mobile de production-émission de chaleur

- Règlement de sécurité: arrêté du 25 Juin 1980 - CH 44

Analyse de risque :

Sur la base des différents constats dressés lors de la visite de l'ERP, l'examen combiné des risques d'éclosion d'un sinistre, des facteurs de propagation de l'incendie et des fumées, des conditions d'évacuation, ainsi que les moyens favorisant la protection des personnes, met en évidence un niveau de sécurité insuffisant pour le public accueilli au sein de l'établissement.

- Il apparaît que les conditions d'exploitation et d'installation des dispositifs électriques font craindre un risque d'éclosion d'un sinistre : de nombreuses observations issues du rapport de vérifications techniques n'ont pas été levées.

- La propagation sera favorisée par un isolement insuffisant des locaux : local de rangement, bagagerie, local électrique, chapelle.

- L'évacuation des fumées sera limitée au regard de dispositifs inadaptés dans l'ancien bâtiment et leur propagation sera facilitée par des compartimentages défectueux.

- Des conditions de panique sont à craindre en raison d'un public vulnérable et d'une formation insuffisante du personnel

- L'absence de plan de zonage permettant d'identifier précisément la zone sinistrée entraînera des difficultés dans l'engagement des secours.

En conséquence, le groupe de visite a proposé à l'unanimité un avis défavorable à la poursuite de l'exploitation.

Rappel

Les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de s'assurer que les installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions de la présente réglementation. À cet effet, ils font respectivement procéder pendant la construction et périodiquement en cours d'exploitation aux vérifications nécessaires par les organismes ou personnes agréés dans les conditions fixées par arrêté du Ministre de l'Intérieur et des Ministres intéressés. Le contrôle exercé par l'Administration ou par les commissions de sécurité ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement (R 143-34).

Avis de la commission

La commission émet un avis **Défavorable** à la poursuite de l'exploitation.

Le Président,


Nicolas BOUCHARD